



fondazione **fMC** MAGNA CARTA

**INSTITUT  
FRANÇAIS**  
CENTRE SAINT-LOUIS

## Quel avenir pour les partis politiques dans les modèles républicains français et italien ?

Troisième journée d'étude organisée par  
la Fondation Charles de Gaulle  
et la Fondazione Magna Carta

Vendredi 22 septembre 2017  
*Rome, Institut Français - Centre Saint Louis*  
*Largo Toniolo 22. Piazza San Luigi dei Francesi*

Comité scientifique  
Maria Elena Cavallaro, Frédéric Fogacci, Olivier Jacquot, Christine Vodovar

**FONDAZIONE MAGNA CARTA** - Via Simeto 64- 00198 Roma  
segreteria@magna-carta.it – Tel. 06 42 01 4442



fondazione **fMC** MAGNA CARTA

**INSTITUT  
FRANÇAIS**  
CENTRE SAINT-LOUIS

## PROGRAMME

9.00 *Enregistrement*

9.20 *Introduction*

Philippe **ZELLER**, Ambassadeur de France près le Saint Siège

Arnaud **TEYSSIER**, Président du Conseil scientifique de la Fondation Charles de Gaulle

Gaetano **QUAGLIARIELLO**, ancien ministre, Président de la Fondazione Magna Carta

9.45 *Première table ronde*

### **Quelles place pour les partis politiques dans les équilibres constitutionnels et institutionnels?**

Présidence : Eugenio **CAPOZZI**, Professeur d'histoire contemporaine, Université Suor Orsola, Naples

Alain **LAQUIEZE**, Professeur de droit constitutionnel, Université Paris V-Descartes

Francesco **BONINI**, Professeur d'histoire des institutions politiques, Recteur de la LUMSA

*Pause*



fondazione

fMC

MAGNA CARTA

INSTITUT  
FRANÇAIS  
CENTRE SAINT-LOUIS

### 11.15 *Deuxième table ronde*

#### Une « forme-parti » en crise depuis les années 1970 ?

Présidence : Arnaud **TEYSSIER**, Président du conseil scientifique de la Fondation Charles de Gaulle

Gilles **LE BEGUEC**, Professeur émérite d'Histoire contemporaine, Université Paris X - Nanterre

Paolo **POMBENI**, Professeur émérite à l'Université de Bologne.

*Déjeuner*

### 15.00 *Troisième table ronde*

#### Les Primaires, la concurrence des *think-tanks* : des partis politiques pris en tenaille ?

Présidence : Antonio **POLITO**, éditorialiste au *Corriere della Serra*

Laurent **BIGORGNE**, Directeur de l'Institut Montaigne, Paris

Hervé **GAYMARD**, ancien ministre, Président du Conseil départemental de la Savoie

Gaetano **QUAGLIARIELLO**, ancien ministre, Président de la Fondazione Magna Carta

Arnaud **LEROY**, ancien député, membre du conseil d'administration de la République en Marche (LREM)

Luciano **VIOLANTE**, ancien Président de la Chambre des Députés, membre du PD.

### 18.00 *Conclusioni*

Arnaud **TEYSSIER**, Président du conseil scientifique de la Fondation Charles de Gaulle.

Gaetano **QUAGLIARIELLO**, ancien ministre, Président de la Fondazione Magna Carta



fondazione



## PRESENTATION

En 1997, Pietro Scoppola, dans son ouvrage classique, définissait la République italienne comme « La République des partis ». Il renvoyait par là à un élément fondateur commun à la France et à l'Italie, le fait que la reconstruction du système politique à la Libération s'est nourrie d'un consensus commun entre partis (de masse), et a correspondu à une ère de socialisation politique massive par leur biais. En témoignent l'exemple des contre-sociétés communistes, analysées par Marc Lazar, ou le modèle de la Démocratie Chrétienne en Italie. Le consensus partisan est donc l'une des clés du modèle républicain, aussi bien constitutionnelle que politique (le célèbre programme du CNR en France), même si la contrepartie réside bien évidemment dans une monopolisation de la vie publique par ces formations, sous tous ses aspects (sélection et formation de la classe dirigeante, animation du débat politique, et même, dans une forme de dérive, prise en main de certains pans du domaine administratif avec des phénomènes de « bastions » et de recrutements partisans).

Ce compromis mérite d'être réinterrogé. Il souffre, à l'évidence, de la crise de légitimité des formations politiques classiques, laquelle semble s'enclencher à partir du tournant des années 1970, aussi bien en France qu'en Italie. On peut y voir les effets de l'offensive gaullienne, qui privilégie le modèle du « rassemblement » à celui du parti : si la Ve République reconnaît le rôle et la place des partis politiques dans l'expression démocratique (article 7), son système institutionnel conduit en effet à les marginaliser autant que possible. En Italie, à la même période, les partis s'imposent comme le principal verrou du « bipartisme imparfait », tout en abritant en leur sein des courants et des aspirations de plus en plus contradictoires. La montée progressive des partis « hors système » accélère ce processus de crise, qui se traduit par une baisse drastique des effectifs et de la représentativité, mais aussi par la recherche croissante de formes démocratiques alternatives, et par des moments de reconfiguration douloureux (après 1992 en Italie). Le phénomène *Cinque Stelle*, avec la mise en avant de procédures de démocratie directe systématiques, mais un fonctionnement interne très hiérarchisé et autoritaire, peut apparaître comme le contre-projet partisan par excellence.

Bref, les partis apparaissent de moins en moins « protégés » par le système institutionnel, et peinent à renouveler leurs discours et leurs pratiques : leur crise est aussi une crise de l'appartenance et du militantisme. La période la plus récente



fondazione

fMC

MAGNA CARTA

INSTITUT  
FRANÇAIS  
CENTRE SAINT-LOUIS

semble constituer un aboutissement de ces problématiques, puisque des formes d'expression démocratique nouvelles, alternatives aux partis et visant à se substituer à eux dans certaines de leurs missions essentielles s'imposent peu à peu. La popularisation des primaires, inventées en Italie, et adoptées progressivement en France, renvoie à la difficulté des partis à assurer la sélection de leur personnel politique et à créer un consensus interne produisant l'« obligation politique » chère à Paolo Pombeni. Paradoxalement, les principaux chefs de parti ont moins l'aura de leaders que celle d'hommes d'un consensus minimal, chargés de maintenir, à leur corps défendant, des unités de plus en plus précaires, à coup de synthèses doctrinales complexes et souvent improbables. Or, précisément, l'élaboration doctrinale, tâche par excellence des formations politiques, souffre aussi de cet affaiblissement du sentiment partisan. La multiplication des *think tanks* et des fondations, l'externalisation de la production doctrinale renvoie soit à l'usure des doctrines politiques classiques qui ont nourri les partis pendant des décennies, soit au contraire au fait que ceux-ci ne constituent plus un cadre de réflexion et de débat adapté, d'où la tentation d'externaliser cette tâche. Mais quelle est alors la légitimité de ces éléments politiques nouveaux, leurs liens avec les formations politiques ?

Afin de proposer une réflexion d'ensemble sur ces questionnements, l'approche comparative franco-italienne est apparue une nouvelle fois pertinente et heuristique. La journée d'étude du 28 septembre prochain, troisième d'un cycle de collaboration entre la Fondation Charles de Gaulle et la Fondation Magna Carta, avec le soutien de l'Ambassade de France près le Saint Siège a pour objectif de proposer une réflexion actualisée sur ces enjeux.